

---

**Allocution prononcée par Gordon Thiessen  
gouverneur de la Banque du Canada  
devant la Chambre de commerce  
régionale de Sainte-Foy  
Sainte-Foy, Québec  
le 26 avril 2000**

---

### **La voie à suivre pour assurer la prospérité future de l'économie canadienne**

Les années quatre-vingt-dix ont été difficiles pour le Canada et l'économie canadienne. Dès le début de la décennie, il était clair que nous devions régler les problèmes qui avaient nui à la tenue de notre économie durant la majeure partie des années soixante-dix et quatre-vingt. La Banque du Canada s'est attaquée à l'inflation. Les entreprises canadiennes ont commencé à restructurer leurs opérations pour devenir plus productives et plus compétitives sur les marchés mondiaux. Et les gouvernements ont entrepris de réduire leurs déficits et leurs niveaux d'endettement.

Certes, le combat a été pénible. Sur certains fronts, il aura fallu de nombreuses années d'efforts avant de pouvoir crier victoire. Mais les bases sur lesquelles repose notre économie sont maintenant beaucoup plus solides. Et, au moment où nous entrons dans un nouveau siècle, nous commençons à bénéficier du fruit de ces efforts.

L'économie canadienne connaît une croissance vigoureuse depuis un certain temps déjà. En fait, mis à part quelques brefs reculs mensuels, elle en est à son dix-neuvième trimestre de croissance positive. Il s'agit là de la plus longue période d'expansion économique ininterrompue au Canada depuis le milieu des années soixante. Et, pendant cette période, l'inflation est restée à un niveau bas et stable. De plus, les bénéfices que nous procure cette expansion se font maintenant sentir au niveau de l'emploi et des revenus.

Tout cela est très encourageant. Mais pour tirer le meilleur parti possible de cette vitalité renouvelée de notre économie, nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons consolider nos acquis.

D'abord, nous devons éviter les cycles de surchauffe et de récession que nous avons connus dans le passé. C'est l'un des sujets dont je veux vous parler aujourd'hui : *comment atténuer le plus possible les fluctuations économiques*. Pas les éliminer bien entendu, car cela est impossible. Compte tenu de la mondialisation des marchés, on ne pourra pas empêcher l'économie canadienne, qui est très ouverte, d'être secouée à l'occasion par des chocs d'origine externe. Et, bien sûr, les mauvaises surprises viendront aussi parfois de l'intérieur. Par le passé, certaines des fortes fluctuations que notre économie a enregistrées ont toutefois été aggravées par des poussées d'inflation. La question est de savoir comment nous pouvons aider notre économie à croître à un rythme soutenable.

La question de la *tenue à long terme de l'économie* mérite aussi que l'on s'y arrête. Par exemple, jusqu'où le taux de chômage peut-il descendre de façon durable? Allons-nous réussir à réduire l'écart entre notre niveau de vie et celui de nos voisins américains? Quels sont les choix à faire maintenant qui permettront d'améliorer nos résultats économiques durant la prochaine décennie?

Tout un programme, n'est-ce pas? Mais je tiens à vous dire tout de suite, avant de créer trop d'attentes, que je n'ai pas les réponses à toutes ces questions. Je sais cependant qu'il existe des pas importants à franchir, si nous voulons augmenter les chances que l'expansion actuelle se poursuive et que la tenue de notre économie s'améliore au fil du temps.

Je commencerai donc par le commencement, c'est-à-dire la mise en place de politiques économiques saines.

### ***... maintenir l'inflation à un niveau bas et stable***

Je considère qu'un taux d'inflation bas et stable est essentiel à la solidité de la structure économique.

Et ce n'est pas simplement là la marotte d'un dirigeant de banque centrale. J'ai de bonnes raisons de penser cela.

L'inflation a des conséquences beaucoup plus graves et étendues qu'on ne le reconnaît généralement. Elle accroît l'incertitude au sujet de l'avenir : lorsque les prix montent, le taux d'inflation est rarement stable et prévisible. L'inflation fausse et rend confus l'information et les motifs sur lesquels les consommateurs, les chefs d'entreprise, les épargnants et les investisseurs fondent leurs décisions économiques. À cause de cela, les ménages et les entreprises perdent du temps et de l'argent à essayer de se protéger, ou de profiter, des effets de l'augmentation des prix en faisant des placements spéculatifs (dans l'immobilier par exemple) au lieu d'investir dans des activités productives. Nous avons été témoins de beaucoup de cas de ce

genre pendant les périodes de forte inflation des années soixante-dix et quatre-vingt. Puis nous avons vu les taux d'intérêt grimper toujours plus haut pour dédommager les épargnants de la montée attendue de l'inflation et des risques causés par l'incertitude au sujet du niveau futur de l'inflation. Et finalement nous avons aussi vu les périodes de surchauffe économique se transformer en récessions.

C'est pourquoi l'accent que les banques centrales mettent de nos jours sur la stabilité des prix n'a rien d'accidentel ou de fantaisiste. Ce choix est tout à fait réfléchi. Il découle d'une volonté de réduire les torts que l'inflation cause à l'économie et d'atténuer les fluctuations du cycle économique. Autrement dit, si le but visé par les politiques économiques est une économie productive, qui fonctionne bien et qui peut avec le temps créer de nouveaux emplois et améliorer le niveau de vie des gens, alors un taux d'inflation bas et stable est essentiel à la réussite de ces politiques.

Dans cet esprit, la Banque du Canada et le gouvernement canadien ont convenu d'instaurer des cibles explicites de maîtrise de l'inflation; ainsi, à l'heure actuelle, nous visons à maintenir l'inflation dans une fourchette allant de 1 à 3 %.

Cet engagement commence déjà à porter ses fruits, sous la forme d'une réduction des fluctuations du cycle économique. Cela fait maintenant neuf ans que les cibles sont en place; non seulement le taux fondamental de l'inflation a été beaucoup plus bas durant cette période que pendant les deux décennies précédentes, mais aussi le rythme de l'activité a été moins variable d'un trimestre à l'autre.

### ***... tenir les finances publiques bien en main***

La prudence sur le plan budgétaire est l'autre pilier de saines politiques économiques. Pourquoi est-il si important de tenir les finances publiques bien en main?

Comme je l'ai déjà dit, les gouvernements ont fait des progrès remarquables ces dernières années dans la réduction de leurs déficits et de la taille de la dette nationale par rapport à l'économie, mesurée par le ratio de la dette au PIB. Mais ce ratio reste élevé, ce qui fait que nous sommes encore vulnérables aux événements inattendus, comme les crises financières internationales, qui peuvent faire grimper les primes de risques comprises dans nos taux d'intérêt.

Aucune analyse objective ne peut nous dire exactement quel ratio dette/PIB nous devons viser au Canada. Mais tant que ce ratio reste plus élevé que celui de la plupart des autres grandes nations industrielles, nous courons le risque d'être pointés du doigt par les investisseurs la prochaine fois qu'il y aura des secousses sur la scène économique internationale.

Je ne veux pas m'aventurer dans le débat actuel sur les taux d'imposition. Je dirai seulement que, pour le bon fonctionnement de l'économie, il est important de trouver le niveau de recettes fiscales et de services publics qui fournira un juste équilibre entre les incitatifs à l'initiative et les programmes publics de soutien. Et cela est encore plus important de nos jours. En effet, dans le climat actuel d'évolution rapide de la technologie, le sentiment d'incertitude et d'insécurité au sujet de l'avenir peut s'accroître, mais les gains potentiels peuvent aussi être considérables.

Je vais donc maintenant parler de la question du progrès technique ainsi que de certains des autres défis que nous aurons à relever si nous voulons que notre économie prospère à l'avenir.

*... rester à l'affût des progrès techniques et investir dans les nouvelles technologies*

Je pense que personne ne va contester qu'il faut vivre avec son époque. Nous sommes plongés au cœur d'une révolution technologique et informatique qui transcende les frontières nationales, repousse chaque jour les limites du possible et transforme nos économies. Nous sommes à l'ère des microprocesseurs, de la fibre optique et d'Internet, une ère riche de possibilités, où les liens sont plus étroits que jamais, où la concurrence est vive et où survivre rime avec innovation.

Le Canada est probablement mieux placé que la plupart des autres nations pour saisir les possibilités qu'offre cette nouvelle révolution technologique. C'est un grand pays qui est aussi un pionnier dans le domaine des télécommunications et qui est en avance sur bien d'autres pays pour ce qui est de l'utilisation des ordinateurs personnels et d'Internet. Nos collèges et nos universités produisent des diplômés hautement qualifiés. De plus, le niveau d'instruction de notre population est élevé en général. Mais pour profiter au maximum des possibilités qui se dessinent, nous devons être dans le peloton de tête des pays qui sauront tirer parti des progrès toujours plus rapides de la technologie.

Pour nous convaincre de ce que nous avons tous à y gagner, nous n'avons qu'à regarder la performance éclatante de nos voisins du sud. La forte croissance, la productivité élevée et le bas taux d'inflation que connaissent les États-Unis depuis neuf ans ne sont pas le fruit du hasard; ils résultent en grande partie des efforts systématiques de restructuration déployés par les entreprises américaines depuis les années quatre-vingt, ainsi que de leurs investissements massifs en machines, en équipement et en logiciels à la fine pointe du progrès technique. Les dépenses en machines et matériel des entreprises en pourcentage du produit intérieur brut américain sont passées de 6 % en 1992 à 11 % l'an dernier.

Les entreprises canadiennes ont aussi beaucoup augmenté leurs investissements en machines et matériel et dans les nouvelles technologies, surtout depuis 1996. En pourcentage du

PIB, ces investissements sont passés de 6 % à 9 % en 1999, ce qui veut dire que nous sommes rendus là où les États-Unis étaient il y a trois ou quatre ans.

Bien entendu, il ne suffit pas simplement d'investir dans la technologie pour réaliser des gains de productivité. Pour cela, il faut aussi que les entreprises trouvent de nouvelles applications aux techniques et qu'elles disposent d'une main-d'œuvre qualifiée pour exploiter les méthodes et le matériel de pointe. Toutefois, comme nous traversons une période de grands changements sur le plan de la technologie appliquée, il est normal que l'on mette l'accent sur la nécessité d'accroître nos investissements dans ce domaine.

Je crois que le Canada possède tous les atouts nécessaires pour tirer le meilleur parti de cette « nouvelle économie ».

### *... être compétitifs à l'échelle mondiale*

Il faut aussi qu'un plus grand nombre d'entreprises canadiennes comprennent que le processus de mondialisation est irréversible. Elles doivent donc planifier leurs opérations en ayant à l'esprit que les marchés de toutes sortes *vont* devenir de plus en plus mondiaux.

Même si l'Organisation mondiale du commerce a connu des difficultés à Seattle, la liberté des échanges va continuer de s'accroître; c'est inévitable. En effet, de plus en plus de pays à marché émergent se rendent compte que c'est en s'ouvrant au commerce et à l'investissement internationaux qu'ils pourront le mieux améliorer leur productivité et leur niveau de vie. Et bien que cela ne semble pas toujours évident, cette ouverture de plus en plus grande du commerce mondial sera une bonne chose aussi pour le Canada, surtout si nous sommes suffisamment préparés pour en profiter pleinement.

L'ouverture des échanges crée pour les compagnies canadiennes de nouveaux débouchés qu'elles doivent exploiter si elles veulent rayonner davantage dans le monde. Bien sûr, cela est vrai aussi pour leurs concurrents. Et vous pouvez être sûrs qu'ils feront tout ce qu'ils peuvent pour accroître leur part du marché mondial. Le moyen de rester dans la course est de prendre une longueur d'avance sur la concurrence et de la conserver.

Cela signifie que nous devons améliorer la productivité et trouver des façons plus efficaces et moins coûteuses de fabriquer les produits que veulent nos clients étrangers. Et ce n'est pas seulement en innovant et en investissant dans les nouvelles technologies que nous y parviendrons. Il nous faut aussi renforcer notre système d'éducation et faire en sorte que le milieu de travail soit en mesure de réagir aux mutations constantes des marchés et à l'évolution de la technologie.

*... l'importance de la flexibilité, de la formation et du développement*

Il n'est jamais facile de faire face au changement, surtout s'il est rapide. Lorsque les gens ne sont pas sûrs de la façon dont leur vie sera touchée, ils ont tendance à devenir craintifs et à se tenir sur la défensive.

Il sera donc plus nécessaire que jamais que les employeurs et les employés soient des partenaires dans l'élaboration des stratégies qui leur permettront de relever ensemble le défi du changement. Selon moi, ces stratégies doivent inclure deux volets importants : le premier est une plus grande flexibilité dans l'adaptation au changement. Le second est une formation accrue pour donner aux employés les compétences nécessaires pour utiliser en toute confiance les technologies de pointe et en tirer le meilleur parti.

La flexibilité doit tenir une grande place car les exigences des postes vont changer plus souvent que par le passé en raison des progrès rapides sur le plan technique. Nous devons être prêts à accepter cette réalité et à nous y adapter. Il se peut aussi qu'une plus grande mobilité entre les emplois, les employeurs et même les régions soit nécessaire.

Pour ce qui est de la formation, je voudrais souligner surtout que la connaissance est la clé de l'innovation. À quoi servirait-il de dépenser une fortune pour acquérir les machines et les techniques les plus avancées qui soient, si, au bout du compte, on ne peut les utiliser efficacement faute de personnel qualifié?

Les partenariats qui se forment entre les entreprises d'un côté et les collègues et universités de l'autre auront un rôle encore plus grand à jouer dans l'avenir. Et je m'attends à ce que toutes les entreprises, surtout les petites, aient à consacrer plus de temps et de ressources à la formation de leur personnel.

*... l'importance d'un secteur financier efficient et novateur*

Le dernier point sur ma liste aujourd'hui est l'importance de l'efficience et de l'innovation au sein du secteur financier.

Il est bien établi que le degré d'évolution d'un pays sur le plan financier peut avoir un impact marqué sur la croissance de son économie. Un secteur financier très développé aide à transformer l'épargne en investissements et alloue ce capital de façon plus efficiente.

En cette époque de changements technologiques rapides, un bon nombre des applications nouvelles et innovatrices dans ce domaine sont le fait de petites entreprises, qui souvent viennent de démarrer. Le financement de la croissance de ces compagnies pose un défi au

secteur financier : celui d'évaluer les risques associés à ce financement et d'en établir ensuite le coût. Lorsque la concentration du risque devient trop élevée pour certains investisseurs et prêteurs, le système financier doit être suffisamment souple pour leur permettre de répartir ces risques et de rééquilibrer leurs portefeuilles de prêts et de placements. L'un des facteurs de la tenue remarquable de l'économie américaine ces derniers temps a justement été la souplesse et la créativité de son système financier. Au Canada, nous devons nous aussi faire en sorte que notre secteur financier puisse s'attaquer aux défis que présente de nos jours l'évolution des besoins de financement.

## **Conclusion**

Permettez-moi de résumer mes principaux commentaires d'aujourd'hui.

Le Canada a fait des progrès remarquables durant la dernière décennie pour consolider ses bases économiques. Grâce à cela, nous sommes maintenant en mesure d'aller de l'avant et de récolter certains des gains, au niveau de l'emploi et des revenus, qui découleront de la révolution technologique qui balaie la planète à l'heure actuelle.

La politique monétaire peut apporter sa contribution en fournissant un taux d'inflation bas et stable. Celui-ci adoucira les fluctuations économiques et aidera notre économie à donner sa pleine mesure. La politique budgétaire peut aussi pousser à la roue, en tenant les finances publiques bien en main et en réduisant davantage le fardeau de la dette nationale. De plus, il importe de trouver un bon équilibre entre le niveau de taxation et celui des services fournis par l'État. Enfin, un secteur financier stable et novateur peut également être un atout en canalisant les flux financiers de façon efficiente vers les secteurs où ils seront le plus utiles.

Tous ces éléments feront beaucoup pour la mise en place d'un climat propice au changement, un climat dans lequel les entreprises canadiennes pourront vaquer à leurs activités en toute confiance. Mais c'est au monde des affaires qu'il revient de prendre les décisions innovatrices, parfois risquées, qui sont nécessaires à l'amélioration de la productivité et de la position concurrentielle de nos entreprises, si nous voulons relever les défis du progrès technologique et de l'ouverture grandissante des marchés mondiaux et bénéficier des avantages qu'ils procurent.

Il n'y a aucune raison que nous, au Canada, ne puissions relever ces défis et bâtir pour nous-mêmes un meilleur avenir économique.